

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Matahiti 139
N° 3 N.H.

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 26
no Eperera 1990

NUMERO SPECIAL

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

ARRETES DU GOUVERNEMENT OU DES MINISTRES

PRESIDENCE

Pages

Arrêté n° 440 CM du 23 avril 1990 fixant le cadre général des prix de vente de certains hydrocarbures importés dans le territoire de la Polynésie française	26
Arrêté n° 441 CM du 23 avril 1990 fixant le cadre général du prix de vente du fioul à 1 % de teneur en soufre et moins dans le territoire	27
Arrêté n° 442 CM du 23 avril 1990 fixant la valeur CAF barème représentative de la valeur en douane de certains produits pétroliers dans le territoire	29
Arrêté n° 443 CM du 23 avril 1990 fixant les montants de stabilisation applicables à certains hydrocarbures dans le territoire ..	29
Arrêté n° 444 CM du 23 avril 1990 relatif au soutien des prix de certains hydrocarbures consommés dans les îles du territoire autres que Tahiti	30
Arrêté n° 445 CM du 23 avril 1990 fixant le prix maximal de gros de certains hydrocarbures dans le territoire	31
Arrêté n° 446 CM du 23 avril 1990 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures dans le territoire ...	32
Arrêté n° 447 CM du 23 avril 1990 fixant le cadre général des prix de vente du gaz butane de numéro de nomenclature douanière 27.11.13.90	32
Arrêté n° 448 CM du 23 avril 1990 relatif au soutien des prix du gaz butane consommé dans les îles du territoire autres que Tahiti	33
Arrêté n° 449 CM du 23 avril 1990 fixant la valeur CAF barème représentative de la valeur en douane du gaz butane de numéro de nomenclature douanière 27.11.13.90	34
Arrêté n° 450 CM du 23 avril 1990 fixant le montant de stabilisation applicable au gaz butane de numéro de nomenclature douanière 27.11.13.90	35
Arrêté n° 451 CM du 23 avril 1990 fixant les prix maximaux de vente du gaz butane dans le territoire	35

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

ARRETES DU GOUVERNEMENT OU DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 440 CM du 23 avril 1990 fixant le cadre général des prix de vente de certains hydrocarbures importés dans le territoire de la Polynésie française.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement du territoire ;

Vu la délibération n° 80-36 du 13 mars 1980 relative à la détermination de la valeur en douane des produits pétroliers importés ;

Vu la délibération n° 80-39 du 13 mars 1980 instituant des aides relatives à la péréquation des hydrocarbures ;

Vu la délibération n° 85-1015 du 7 février 1985 portant création d'un Fonds de péréquation des prix des hydrocarbures ;

Vu le décret n° 60-813 du 2 août 1960 relatif aux stocks de réserve de produits pétroliers dans les territoires d'outre-mer de la République, promulgué par arrêté n° 1679 AE du 24 août 1960 ;

Vu la décision n° 761 AE du 13 octobre 1978 fixant le régime général relatif à la détermination du prix des produits au stade de l'importation sur le territoire ;

Vu la décision n° 765 AE du 13 octobre 1978 relative à la facturation des prix des produits ou services dans le territoire ;

Vu la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 relative au contrôle et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire ;

Vu l'arrêté n° 958 CM du 24 août 1989 fixant le cadre général des prix de vente de certains hydrocarbures importés dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 90-046 AT du 10 avril 1990 portant aménagement du tarif des douanes applicable à certains produits pétroliers ;

Vu la délibération n° 90-047 AT du 10 avril 1990 portant création d'un Fonds de régulation des prix des hydrocarbures ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 18 avril 1990,

Arrête :

Article 1er. — Les modalités de fixation, à tous les stades de la commercialisation, du prix de vente des produits relevant des codifications douanières 27.10.00.21, 27.10.00.23, 27.10.00.31, 27.10.00.36 et 27.10.00.39, appelés ci-après produits pétroliers, sont déterminées chaque quadrimestre dans les conditions définies par le présent arrêté.

Art. 2. — Le prix de vente public du supercarburant (27.10.00.21), du pétrole lampant pour usages domestiques (27.10.00.23) et du gazole (27.10.00.39), pour la période de 4 mois considérée, résulte de l'addition des six postes suivants :

1. Valeur CAF barème représentative de la valeur en douane des produits pétroliers, telle que définie à l'article 3 ci-après,
2. Droits et taxes, calculés par référence à la valeur barème tels qu'ils résultent des délibérations et arrêtés en vigueur dans le territoire,
3. Montant compensatoire, tel qu'il est défini à l'article 4 ci-après,
4. Montant de stabilisation des prix des hydrocarbures, résultant des dispositions de la délibération n° 90-047 AT du 10 avril 1990,
5. Rémunération des prestations locales des sociétés pétrolières,
6. Marge de détail, fixée par arrêté en conseil des ministres.

Le prix de vente du diesel marine léger (27.10.00.31) et du gazole destiné à la pêche hauturière (27.10.00.33) résulte de l'addition des cinq premiers postes.

Art. 3.— La valeur CAF barème, exprimée en F.CFP/litre, est calculée, sur la période de quatre mois précédant d'un mois la date d'entrée en vigueur du nouveau prix de vente à la pompe, appelée (t), en application de la formule suivante :

$$\text{CAF barème} = \frac{\sum C_i}{\sum Q_i} (1 + f) \text{ F.CFP/litre}$$

C_i : Valeur CAF, exprimée en F.CFP, des produits pétroliers importés sur le territoire pendant la période considérée (t)
 Q_i : Quantités correspondantes, exprimées en litre, importées pendant la même période (t)
 f : Coefficient forfaitaire de freintes en mer

La valeur CAF représente la somme du prix franco à bord réellement facturé et des taux de fret et d'assurances effectivement pratiqués sur la relation maritime port de chargement-Papeete, et ce dans la limite des cotations internationales en vigueur à la date et dans le port de chargement du navire.

Le coefficient forfaitaire de freintes en mer est fixé à 0,503 % pour l'essence, 0,406 % pour le gazole, 0,713 % pour le pétrole et 0,406 % pour le diesel marine léger.

Le cours du dollar retenu pour la détermination des valeurs CAF est celui pratiqué à la date du départ du navire du port de chargement, ou à défaut, la première cotation suivant cette date.

Art. 4.— Le montant compensatoire est déterminé par application de la formule suivante :

$$\text{MC}(t) = \frac{\text{CAF barème}(t) - \text{CAF barème}(t-1)}{2}$$

$\text{MC}(t)$: écart de valeurs CAF en F.CFP/litre pour la période (t).
 $\text{CAF barème}(t)$: valeur CAF barème pour la période (t), calculée comme indiqué à l'article 3.

$\text{CAF barème}(t-1)$: valeur CAF barème pour la période (t-1), calculée en application de la formule visée à l'article 3 sur la période de 4 mois précédant la période (t).

Art. 5.— La rémunération des prestations locales des sociétés pétrolières important, stockant et distribuant les produits pétroliers sur le territoire est définie annuellement par arrêté en conseil des ministres.

Art. 6.— Les sociétés pétrolières font parvenir à M. le ministre chargé de l'énergie, à chaque arrivée de navire, la copie des factures relatives aux produits pétroliers importés par leurs soins, dans les 48 heures qui suivent la réception de ces produits.

Ces documents permettent de déterminer les prix franco à bord, les taux de fret et le montant des assurances effectivement payés pour l'acheminement du produit du lieu de chargement au port de Papeete.

M. le ministre chargé de l'énergie s'assure de la cohérence des données déclarées par les sociétés pétrolières avec les cotations internationales afférentes au produit considéré.

En cas de disparités constatées, l'intéressé en demande les justifications à la société en cause. Si des justifications suffisantes ne sont pas apportées, la cotation internationale correspondante est appliquée.

Art. 7.— Les prix déterminés dans les conditions précitées sont constatés par arrêté en conseil des ministres.

Art. 8.— Si la copie des factures visée à l'article 6 ci-dessus ne peut être fournie en temps utile, une valeur CAF forfaitaire est fixée pour la période considérée.

Art. 9.— Si les prix ne sont pas publiés à l'échéance visée à l'article 1er ci-dessus, le prix des produits pétroliers est libéré à l'exception de la marge de détail pour laquelle il sera fait application des textes réglementaires en vigueur à cette date. Les taxes resteront assises sur la valeur barème fixée dans la dernière structure applicable.

Toute nouvelle fixation du prix des produits pétroliers est faite par référence à la date d'entrée en vigueur de la nouvelle structure des prix.

Art. 10.— L'arrêté n° 958 CM du 24 août 1989 est abrogé.

Art. 11.— Le ministre de la mer, de l'équipement et de l'énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable à compter du 1er mai 1990 et qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 avril 1990.
 Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre de la mer,
 de l'équipement et de l'énergie,*
 Boris LEONTIEFF.

ARRETE n° 441 CM du 23 avril 1990 fixant le cadre général du prix de vente du fioul à 1 % de teneur en soufre et moins, dans le territoire.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement du territoire ;

Vu la décision n° 761 AE du 13 octobre 1978 fixant le régime général relatif à la détermination du prix des produits au stade de l'importation dans le territoire ;

Vu la décision n° 765 AE du 13 octobre 1978 relative à la facturation des prix des produits ou services dans le territoire ;

Vu la délibération n° 80-36 du 13 mars 1980 relative à la détermination de la valeur en douane des produits pétroliers importés ;

Vu la délibération n° 80-39 du 13 mars 1980 instituant des aides relatives à la péréquation des hydrocarbures ;

Vu la délibération n° 85-1015 du 7 février 1985 portant création d'un Fonds de péréquation des prix des hydrocarbures ;

Vu l'arrêté n° 12 CM du 10 janvier 1989 fixant le cadre général du prix de vente du fioul dans le territoire ;

Vu la délibération n° 90-046 AT du 10 avril 1990 portant aménagement du tarif des douanes applicable à certains produits pétroliers ;

Vu la délibération n° 90-047 AT du 10 avril 1990 portant création d'un Fonds de régulation des prix des hydrocarbures ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré en sa séance du 18 avril 1990,

Arrête :

Article 1er.— Les modalités de fixation de prix au stade de gros, du fioul à 1 % de teneur en soufre et moins, de numéro de nomenclature douanière 27.10.00.32, sont fixées par les dispositions du présent arrêté.

Art. 2.— Le prix de gros du fioul est fixé par arrêté pris en conseil des ministres. Il est actualisé le 1er janvier, le 1er mai et le 1er septembre de chaque année et résulte de l'addition des quatre postes suivants :

- Valeur CAF barème représentative de la valeur en douane du produit, telle que définie à l'article 3 ci-après,
- Droits et taxes, calculés par référence à la valeur barème, tels qu'ils résultent des délibérations et arrêtés en vigueur dans le territoire,
- Montant de stabilisation des prix des hydrocarbures, résultant des dispositions de la délibération n° 90-047 AT du 10 avril 1990,
- Rémunération des prestations locales, définie annuellement par arrêté pris en conseil des ministres.

Art. 3.— La valeur barème est déterminée sur la base des importations réalisées au cours de la période de quatre mois qui précède d'un mois l'application du prix actualisé. Elle résulte de la pondération de la valeur CAF totale des importations par les quantités figurant au connaissement.

Art. 4.— La valeur CAF de chaque importation, exprimée en F.CFP, est le produit des quantités figurant au connaissement et de la somme du prix FOB "F", du prix du fret "T" et du coût de l'assurance, du produit rendu à Papeete.

Art. 5.— Pour le raccordement des unités pondérales et volumétriques, il est fait application d'une densité moyenne pondérée calculée sur la base des densités observées pour chaque importation au cours de la période définie à l'article 3. Au 1er janvier, la densité est retenue à hauteur de 0,95238. Les freintes en mer sont réputées nulles.

Art. 6.— La valeur FOB, "F", exprimée en F.CFP par TM, est actualisée comme suit :

- F : Valeur FOB du produit à la date d'actualisation,
- Fo : Prix FOB initial du produit égal à 10,401 F.CFP par litre,
- D : Taux à ordre de l'US dollar observé à Papeete à la date d'arrivée du navire tel que publié par l'Association des banques ou à défaut à la date antérieure la plus proche,

Do : Taux initial du dollar égal à 108,279 F.CFP,

C : Cotation moyenne à Singapour "Médium Fo 180 Cst Mobil Jurong-Shell Pulau Bukom" exprimée en US dollars par baril, à la date de chargement du navire,

Co : Cotation initiale égale à 11,50 US dollars par baril.

Art. 7.— La valeur du fret "T", exprimée en F.CFP par TM est actualisée comme suit :

$$T = \text{To} \left(\frac{D}{\text{Do}} \times \frac{\text{Tfr}}{\text{Tfro}} \right)$$

T : Valeur du fret à la date d'actualisation.

To : Valeur initiale du fret égale à 2,114 F.CFP par litre.

D : Taux à ordre de l'US dollar observé à Papeete à la date d'arrivée du navire tel que publié par l'Association des banques ou à défaut à la date antérieure la plus proche.

Do : Taux initial du dollar égal à 108,279 F.CFP.

Tfr : Taux de fret calculé par application à la date du connaissement du barème "Worldscale" sur la relation Singapour-Nouméa-Papeete pour des navires de la classe "General Purpose" au taux AFRA à l'exclusion de tout paramètre autre dont notamment la surcharge "Produit blanc" et le "Dead Freight". A défaut, il est fait application des dernières cotations connues. Cette règle s'applique quel que soit le lieu de chargement du produit.

Tfro : Taux de fret initial fixé à 21,15 US dollar par TM.

Art. 8.— Le coût d'assurance est égal à 0,055 % du prix "coût et fret" du produit.

Art. 9.— Les sociétés pétrolières font parvenir à M. le ministre chargé de l'énergie, à chaque arrivée de navire, la copie des factures relatives au fioul importé par leurs soins, dans les 48 heures qui suivent la réception de ce produit.

Ces documents permettent de déterminer les prix franco à bord et le taux de fret effectivement payés pour l'acheminement du produit du lieu de chargement au port de Papeete.

M. le ministre chargé de l'énergie s'assure de la cohérence des données déclarées par les sociétés pétrolières avec les cotations internationales afférentes au produit considéré.

En cas de disparités constatées, l'intéressé en demande les justifications à la société en cause. Si des justifications suffisantes ne sont pas apportées, la cotation internationale correspondante est appliquée.

Art. 10.— Si la copie des factures visée à l'article 9 ci-dessus ne peut être fournie en temps utile, une valeur CAF forfaitaire est fixée, pour la période considérée.

Art. 11.— Si les prix ne sont pas publiés à l'échéance visée à l'article 2 ci-dessus, le prix du fioul est libéré. Les taxes resteront assises sur la valeur barème fixée dans la dernière structure applicable.

Toute nouvelle fixation du prix du fioul est faite par référence à la date d'entrée en vigueur de la nouvelle structure des prix.

Art. 12.— L'arrêté n° 12 CM du 10 janvier 1989 est abrogé.

Art. 13.— Le ministre de la mer, de l'équipement et de l'énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable à compter du 1er mai 1990 et qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 avril 1990.
Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre de la mer,
de l'équipement et de l'énergie,*
Boris LEONTIEFF.

ARRETE n° 442 CM du 23 avril 1990 fixant la valeur CAF barème représentative de la valeur en douane de certains produits pétroliers dans le territoire.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement du territoire ;

Vu la délibération n° 80-36 du 13 mars 1980 relative à la détermination de la valeur en douane des produits pétroliers importés ;

Vu la décision n° 595 STEM du 29 avril 1983 fixant les caractéristiques des produits pétroliers ;

Vu l'arrêté n° 1400 CM du 15 décembre 1989 fixant la valeur CAF barème représentative de la valeur en douane de certains produits pétroliers dans le territoire ;

Vu l'arrêté n° 441 CM du 23 avril 1990 fixant le cadre général de prix du fioul dans le territoire ;

Vu l'arrêté n° 440 CM du 23 avril 1990 fixant le cadre général des prix de vente de certains hydrocarbures importés dans le territoire de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 18 avril 1990,

Arrête :

Article 1er.— La valeur CAF barème représentative de la valeur en douane des produits pétroliers est fixée comme suit :

- Supercarburant (27.10.00.21)	: 18,878 F.CFP/litre
- Pétrole lampant (27.10.00.23)	: 20,716 F.CFP/litre
- Gazole (27.10.00.36 et 27.10.00.39)	: 19,918 F.CFP/litre
- Diesel marine léger (27.10.00.31)	: 19,784 F.CFP/litre
- Fioul (27.10.00.32)	: 16,151 F.CFP/litre.

Art. 2.— L'arrêté n° 1400 CM du 15 décembre 1989 est abrogé.

Art. 3.— Le ministre de la mer, de l'équipement et de l'énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable à

compter du 1er mai 1990 et qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 avril 1990.
Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre de la mer,
de l'équipement et de l'énergie,*
Boris LEONTIEFF.

ARRETE n° 443 CM du 23 avril 1990 fixant les montants de stabilisation applicables à certains hydrocarbures dans le territoire.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement du territoire ;

Vu la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 relative au contrôle et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire ;

Vu la délibération n° 90-047 AT du 10 avril 1990 portant création d'un Fonds de régulation des prix des hydrocarbures ;

Vu l'arrêté n° 440 CM du 23 avril 1990 fixant le cadre général des prix de vente de certains hydrocarbures importés dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 441 CM du 23 avril 1990 fixant le cadre général du prix de vente du fioul dans le territoire ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 18 avril 1990,

Arrête :

Article 1er.— Les montants de stabilisation, définis par la délibération n° 90-047 AT du 10 avril 1990 portant création d'un Fonds de régulation des prix des hydrocarbures sont fixés comme suit :

- Supercarburant (27.10.00.21)	: + 9,044 F.CFP/litre
- Pétrole lampant (27.10.00.23)	: — 1,162 F.CFP/litre
- Gazole (27.10.00.36 et 27.10.00.39)	: — 1,817 F.CFP/litre
- Diesel marine léger (27.10.00.31)	: + 2,613 F.CFP/litre
- Fioul (27.10.00.32)	: + 0,000 F.CFP/litre.

Art. 2.— Le ministre de la mer, de l'équipement et de l'énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable à compter du 1er mai 1990 et qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 avril 1990.
Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre de la mer,
de l'équipement et de l'énergie,
Boris LEONTIEFF.*

ARRETE n° 444 CM du 23 avril 1990 relatif au soutien des prix de certains hydrocarbures consommés dans les îles du territoire autres que Tahiti.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement du territoire ;

Vu la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 relative au contrôle et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire ;

Vu la délibération n° 80-39 du 13 mars 1980 instituant des aides relatives à la péréquation des hydrocarbures ;

Vu l'arrêté n° 286 CM du 14 décembre 1984 fixant les tarifs maximaux de fret et de passage maritime sur le territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 85-1015 du 7 février 1985 portant création d'un Fonds de péréquation des prix des hydrocarbures ;

Vu la délibération n° 90-046 AT du 10 avril 1990 portant aménagement du tarif des douanes applicable à certains produits pétroliers ;

Vu la délibération n° 90-047 AT du 10 avril 1990 portant création d'un Fonds de régulation des prix des hydrocarbures ;

Vu l'arrêté n° 1414 CM du 20 décembre 1988 relatif au soutien des prix de certains hydrocarbures consommés dans les îles du territoire autres que Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1402 CM du 15 décembre 1989 modifiant l'article 1er de l'arrêté n° 1414 CM du 20 décembre 1988 relatif au soutien des prix de certains hydrocarbures consommés dans les îles du territoire autres que Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 440 CM du 23 avril 1990 fixant le cadre général des prix de vente de certains hydrocarbures importés dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 441 CM du 23 avril 1990 fixant le cadre général du prix de vente du fioul à 1 % de teneur en soufre et moins dans le territoire ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 18 avril 1990,

Arrête :

Article 1er.— Le présent arrêté définit les conditions de prise en charge des frais permettant l'uniformisation des prix publics des produits suivants sur le territoire :

- supercarburant relevant de la codification douanière 27.10.00.21
- pétrole lampant pour usages domestiques relevant de la codification douanière 27.10.00.23
- gazole relevant des codifications douanières 27.10.00.36 et 27.10.00.39
- fioul à 1 % de teneur en soufre et moins relevant de la codification douanière 27.10.00.32.

Art. 2.— Le montant des aides instituées et définies par l'article 1er de la délibération n° 80-39 du 13 mars 1980 est fixé comme suit :

	Super- carburant	Pétrole lampant	Gazole ou fioul
Moorea	5,80	5,40	3,05
Autres îles du Vent	11,625	11,225	5,00
Huahine	7,05	6,65	3,63
Raiatea, Tahaa	10,65	10,25	6,75
Bora Bora	8,30	7,90	3,85
Autres îles Sous-le-Vent	12,25	11,85	5,30
Tuamotu-Ouest	26,225	25,825	10,10
Tuamotu-centre, Australes	28,975	28,575	11,40
Marquises et Tuamotu Nord-Est	30,475	30,075	12,00
Tuamotu-Est	31,725	31,325	12,70
Gambier	32,975	32,575	13,30

Art. 3.— Les sociétés distributrices établissent leurs prix réels de facturation déduction faite des montants fixés à l'article 2 en ce qui concerne le supercarburant, le pétrole lampant et le gazole ou le fioul, destinés à être livrés dans chacune des îles du territoire autres que Tahiti.

Art. 4.— Les sociétés distributrices sont remboursées de la déduction précitée, dont les montants sont restitués par le Fonds de péréquation des prix des hydrocarbures géré par le service des affaires économiques, sur présentation des factures établies, accompagnées d'une attestation du transporteur et des déclarations d'entrée et de sortie en cabotage certifiées par le service des douanes, justifiant les quantités effectivement transportées et livrées dans les îles du territoire autres que Tahiti.

Le service des affaires économiques est habilité à demander tout justificatif complémentaire nécessaire à sa mission de contrôle.

Art. 5.— Sur tout le territoire de la Polynésie française, le prix maximum et unitaire de vente d'un fût vide de 200 litres à l'état neuf destiné au transport de l'essence, du pétrole, du gazole ou du fioul, est fixé à 5.300 F.CFP.

Art. 6.— Pour le supercarburant et le pétrole lampant, quand le consommateur final achète le produit et l'emballage, il bénéficie par rapport aux prix publics d'une réduction représentative des frais d'amortissement et de retour de l'emballage fixés à :

Moorea	: 1,450 F.CFP par litre
Huahine	: 1,700 F.CFP par litre
Raiatea, Tahaa	: 1,800 F.CFP par litre

Bora Bora	: 1,950 F.CFP par litre
Autres îles du Vent	: 4,025 F.CFP par litre
Autres îles Sous-le-Vent	: 4,150 F.CFP par litre
Tuamotu-Ouest	: 10,125 F.CFP par litre
Australes et Tuamotu-Centre	: 10,625 F.CFP par litre
Marquises et Tuamotu Nord-Est	: 10,875 F.CFP par litre
Tuamotu-Est	: 11,125 F.CFP par litre
Gambier	: 11,375 F.CFP par litre

Cette réduction est linéairement transmise entre les éventuels acheteurs successifs.

Outre la vente, les fûts d'essence ou de pétrole peuvent faire l'objet d'un échange. Pour être échangés fût plein et fût vide doivent être en bon état. Dans le cas d'échange le vendeur n'est pas tenu d'opérer la réduction de prix citée à l'article 6 précité. Le vendeur supporte alors les coûts financiers liés à l'amortissement et au transport lié au retour du fût vide.

Art. 7.— Le territoire ne supporte pas la prise en charge de l'amortissement et du fret retour pour le gazole et le fioul vendus en fûts.

Quand le vendeur est propriétaire du fût qu'il échange il peut facturer au titre de la consignation une somme au plus égale à 200 fois le montant visé à l'article 6, montant variable suivant le lieu de vente.

Quand l'acheteur est propriétaire du fût qu'il échange, il supporte exclusivement le fret retour du fût vide.

Art. 8.— Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont poursuivies, réprimées et sanctionnées conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978. Toute fraude entraîne l'arrêt immédiat du soutien, sans préjudice des sanctions prévues à la délibération n° 80-39 du 13 mars 1980.

Art. 9.— Les arrêtés n° 1414 CM du 20 décembre 1988 et n° 1402 CM du 15 décembre 1989 sont abrogés.

Art. 10.— Le ministre de la mer, de l'équipement et de l'énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable à compter du 1er mai 1990 et qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 avril 1990.
Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre de la mer,
de l'équipement et de l'énergie,*
Boris LEONTIEFF.

ARRETE n° 445 CM du 23 avril 1990 fixant le prix maximal de gros de certains hydrocarbures dans le territoire.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement du territoire ;

Vu la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 relative au contrôle et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire ;

Vu l'arrêté n° 961 CM du 24 août 1989 fixant la rémunération des prestations locales des sociétés pétrolières dans le territoire ;

Vu l'arrêté n° 1401 CM du 15 décembre 1989 fixant le prix maximal de gros de certains hydrocarbures dans le territoire ;

Vu l'arrêté n° 440 CM du 23 avril 1990 fixant le cadre général des prix de vente de certains hydrocarbures importés dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 441 CM du 23 avril 1990 fixant le cadre général du prix de vente du fioul à 1 % de teneur en soufre et moins dans le territoire ;

Vu l'arrêté n° 444 CM du 23 avril 1990 relatif au soutien des prix de certains hydrocarbures consommés dans les îles du territoire autres que Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 442 CM du 23 avril 1990 fixant la valeur CAF barème représentative de la valeur en douane de certains produits pétroliers dans le territoire ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 18 avril 1990,

Arrête :

Article 1er.— Le prix maximal de facturation des entreprises importatrices, distributrices des hydrocarbures suivants (prix de gros à revendeurs) est fixé comme suit :

- Supercarburant (27.10.00.21)	: 92,550 F.CFP/litre
- Pétrole lampant (27.10.00.23)	: 48,830 F.CFP/litre
- Gazole (27.10.00.39)	: 46,830 F.CFP/litre
- Diesel marine léger (27.10.00.31)	: 59,655 F.CFP/litre
- Fioul (27.10.00.32)	: 26,917 F.CFP/litre.

Art. 2.— Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont poursuivies, réprimées et sanctionnées conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978.

Art. 3.— L'arrêté n° 1401 CM du 15 décembre 1989 est abrogé.

Art. 4.— Le ministre de la mer, de l'équipement et de l'énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable à compter du 1er mai 1990 et qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 avril 1990.
Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre de la mer,
de l'équipement et de l'énergie,*
Boris LEONTIEFF.

ARRETE n° 446 CM du 23 avril 1990 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures dans le territoire.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement du territoire ;

Vu la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 relative au contrôle et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire ;

Vu l'arrêté n° 1404 CM du 15 décembre 1989 fixant la marge maximale de détail applicable à certains hydrocarbures dans le territoire ;

Vu l'arrêté n° 1405 CM du 15 décembre 1989 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures dans le territoire ;

Vu l'arrêté n° 440 CM du 23 avril 1990 fixant le cadre général des prix de vente de certains hydrocarbures importés dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 444 CM du 23 avril 1990 relatif au soutien des prix de certains hydrocarbures consommés dans les îles du territoire autres que Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 445 CM du 23 avril 1990 fixant le prix maximal de gros de certains hydrocarbures dans le territoire ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 18 avril 1990,

Arrête :

Article 1er.— Sur l'ensemble du territoire, les prix maximaux de vente au détail de l'essence, du pétrole et du gazole sont fixés comme suit :

- | | |
|---------------------------------|------------------|
| - Supercarburant (27.10.00.21) | : 99 F.CFP/litre |
| - Pétrole lampant (27.10.00.23) | : 54 F.CFP/litre |
| - Gazole (27.10.00.39) | : 52 F.CFP/litre |

Art. 2.— Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont poursuivies, réprimées et sanctionnées conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978.

Art. 3.— L'arrêté n° 1405 CM du 15 décembre 1989 est abrogé.

Art. 4.— Le ministre de la mer, de l'équipement et de l'énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable à compter du 1er mai 1990 et qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 avril 1990.
Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :
*Le ministre de la mer,
de l'équipement et de l'énergie,*
Boris LEONTIEFF.

ARRETE n° 447 CM du 23 avril 1990 fixant le cadre général des prix de vente du gaz butane de numéro de nomenclature douanière 27.11.13.90.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement du territoire ;

Vu la décision n° 765 AE du 13 octobre 1978 relative à la facturation des prix des produits ou services dans le territoire ;

Vu la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 relative au contrôle et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire ;

Vu la délibération n° 80-36 du 13 mars 1980 relative à la détermination de la valeur en douane des produits pétroliers importés ;

Vu la délibération n° 80-39 du 13 mars 1980 instituant des aides relatives à la péréquation des prix des hydrocarbures ;

Vu l'arrêté n° 1306 CM du 23 décembre 1985 fixant le cadre général des prix de vente du gaz de pétrole liquéfié importé dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 90-46 AT du 10 avril 1990 portant aménagement du tarif des douanes applicable à certains produits pétroliers ;

Vu la délibération n° 90-47 AT du 10 avril 1990 portant création d'un Fonds de régulation des prix des hydrocarbures ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré en sa séance du 18 avril 1990,

Arrête :

Article 1er.— Le prix de vente à tous les stades de la commercialisation du gaz butane, de numéro de nomenclature douanière 27.11.13.90, s'établit quadrimestriellement dans les conditions définies par le présent arrêté.

Art. 2.— Le prix de vente public pour la période de quatre mois considérée résulte de l'addition des sept postes suivants :

1. Valeur CAF barème représentative de la valeur en douane du gaz telle que définie à l'article 3 ci-après,
2. Droits et taxes, calculés par référence à la valeur barème, tels qu'ils résultent des délibérations et arrêtés en vigueur dans le territoire,

3. Pertes en dépôts et à l'embouteillage de 0,2 % de la valeur CAF barème *t* majorée des droits et taxes précités,
4. Montant compensatoire, tel qu'il est défini à l'article 4 ci-après,
5. Montant de stabilisation des prix des hydrocarbures résultant des dispositions de la délibération n° 90-47 AT du 10 avril 1990,
6. Montant des prestations locales des sociétés importatrices-distributrices de gaz actualisées annuellement par arrêté du conseil des ministres,
7. Marge de détail fixée par arrêté en conseil des ministres.

Art. 3.— La valeur CAF barème *t*, exprimée en FCFP par kilo, est calculée sur la période "*t*" de quatre mois précédant d'un mois la date d'entrée en vigueur des nouveaux prix, en application de la formule suivante :

$$\text{CAF barème } t = \frac{\sum C_i}{\sum Q_i}$$

C_i = Valeur CAF barème en FCFP, des importations de gaz butane sur la période considérée.

Q_i = Quantités correspondantes, exprimées en kilo, importées sur la même période.

La valeur CAF représente la somme du prix franco à bord réellement facturé et des taux de fret et d'assurances effectivement pratiqués sur la relation maritime port de chargement - Papeete, et ce dans la limite des cotations internationales en vigueur à la date et dans le port de chargement du navire.

Le cours du dollar retenu pour la détermination des valeurs CAF est celui pratiqué à la date du départ du navire du port de chargement ou, à défaut, la première cotation suivant cette date.

Art. 4.— Le montant compensatoire est déterminé par application de la formule suivante :

$$\text{MC } (t) = \frac{\text{CAF barème } (t) - \text{CAF barème } (t-1)}{2}$$

MC (*t*) : Ecart de valeurs CAF en FCFP/litre pour la période (*t*).

CAF barème (*t*) : valeur CAF barème pour la période (*t*), calculée comme indiqué à l'article 3.

CAF barème (*t-1*) : valeur CAF barème pour la période (*t-1*), calculée en application de la formule visée à l'article 3 sur la période de 4 mois précédant la période (*t*).

Art. 5.— Les sociétés pétrolières font parvenir à M. le ministre chargé de l'énergie, à chaque arrivée de navire, la copie des factures relatives au gaz butane importé par leurs soins, dans les 48 heures qui suivent la réception de ce produit.

Ces documents permettent de déterminer les prix franco à bord, les taux de fret et le montant des assurances effectivement

payés pour l'acheminement du produit du lieu de chargement au port de Papeete.

M. le ministre chargé de l'énergie s'assure de la cohérence des données déclarées par les sociétés importatrices avec les cotations internationales afférentes au produit considéré.

En cas de disparités constatées, l'intéressé en demande les justifications à la société en cause. Si des justifications suffisantes ne sont pas apportées, des réfections sont appliquées.

Art. 6.— Les prix déterminés dans les conditions précitées sont constatés par arrêté en conseil des ministres.

Art. 7.— Si la copie des factures visée à l'article 5 ci-dessus ne peut être fournie en temps utile, une valeur CAF forfaitaire est fixée, pour la période considérée.

Art. 8.— Si les prix ne sont pas publiés à l'échéance visée à l'article 1er ci-dessus, le prix du gaz est libéré à l'exception de la marge de détail pour laquelle il sera fait application des textes réglementaires en vigueur à cette date. Les taxes resteront assises sur la valeur barème fixée dans la dernière structure applicable.

Toute nouvelle fixation du prix du gaz est faite par référence à la date d'entrée en vigueur de la nouvelle structure des prix.

Art. 9.— L'arrêté n° 1306 CM du 23 décembre 1985 est abrogé.

Art. 10.— Le ministre de la mer, de l'équipement et de l'énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable à compter du 1er mai 1990 et qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 avril 1990.
Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :
*Le ministre de la mer, de l'équipement
et de l'énergie,*
Boris LEONTIEFF.

ARRETE n° 448 CM du 23 avril 1990 relatif au soutien des prix du gaz butane consommé dans les îles du territoire autres que Tahiti.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement du territoire ;

Vu la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 relative au contrôle et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire ;

Vu la délibération n° 80-39 du 13 mars 1980 instituant des aides relatives à la péréquation des prix des hydrocarbures ;

Vu l'arrêté n° 286 CM du 14 décembre 1984 fixant les tarifs maximaux de fret et de passage maritime sur le territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 85-1015 du 7 février 1985 portant création d'un Fonds de péréquation des prix des hydrocarbures ;

Vu la délibération n° 90-46 AT du 10 avril 1990 portant aménagement du tarif des douanes applicable à certains produits pétroliers ;

Vu la délibération n° 90-47 AT du 10 avril 1990 portant création d'un Fonds de régulation des prix des hydrocarbures ;

Vu l'arrêté n° 1399 CM du 15 décembre 1989 fixant les prix maximaux de vente du gaz butane dans le territoire ;

Vu l'arrêté n° 897 CM du 4 avril 1986 relatif au régime d'aides applicable au gaz butane commercialisé dans les îles du territoire autres que Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 447 CM du 23 avril 1990 fixant le cadre général des prix du gaz butane de numéro de nomenclature douanière 27.11.13.90 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré en sa séance du 18 avril 1990,

Arrête :

Article 1er.— Le présent arrêté définit les conditions de prise en charge des frais permettant l'uniformisation du prix de vente public du gaz butane de numéro de nomenclature douanière 27.11.13.90, mis en bouteille dans le territoire.

Art. 2.— Le montant des aides instituées par l'article 1er de la délibération n° 80-39 du 13 mars 1980, visée ci-dessus, s'établit par addition :

- du taux de fret maritime réglementaire aller et retour afférent à la ligne desservie ;
- d'un montant forfaitaire fixé à 90 F CFP pour la bouteille de 13 kilos et à 300 F CFP pour la bouteille de 50 kilos, destiné à couvrir les autres frais d'approche du revendeur.

Art. 3.— Dans le cas de vente du gaz par les armateurs à des commerçants-détaillants des îles, ces derniers bénéficient d'une remise au moins égale à la différence entre le prix de vente public maximal au kilogramme du gaz butane et le prix de vente maximal des entreprises distributrices pour ce même produit, fixés par arrêté en conseil des ministres.

Art. 4.— Dans le cas où le consommateur final ne restitue pas de bouteille vide au détaillant de l'île ou à l'armateur lors de l'achat d'une bouteille pleine, il supporte le montant réglementaire de consigne, mais bénéficie d'une remise du vendeur correspondant au montant du taux de fret retour afférent à la ligne desservie.

Art. 5.— Les sociétés importatrices-distributrices de gaz établissent leurs prix réels de facturation, déduction faite des montants d'aides définis à l'article 2 précité, pour le gaz butane

destiné à être livré dans chacune des îles du territoire autres que Tahiti.

Art. 6.— Les entreprises importatrices-distributrices de gaz sont remboursées de la déduction opérée au titre des aides par le fonds spécial de péréquation des prix des hydrocarbures sur présentation des factures établies, accompagnées d'une attestation du transporteur et des déclarations d'entrée et de sortie de cabotage certifiées par le service des douanes et justifiant les quantités effectivement transportées et livrées dans les îles du territoire autres que Tahiti.

Art. 7.— Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont poursuivies, réprimées et sanctionnées conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 visée ci-dessus.

Art. 8.— L'arrêté n° 897 CM du 4 août 1986 est abrogé.

Art. 9.— Le ministre de la mer, de l'équipement et de l'énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable à compter du 1er mai 1990 et qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 avril 1990.
Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre de la mer, de l'équipement
et de l'énergie,*
Boris LEONTIEFF.

ARRETE n° 449 CM du 23 avril 1990 fixant la valeur CAF barème représentative de la valeur en douane du gaz butane de numéro de nomenclature douanière 27.11.13.90.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement du territoire ;

Vu la délibération n° 80-36 du 13 mars 1980 relative à la détermination de la valeur en douane des produits pétroliers importés ;

Vu l'arrêté n° 1398 CM du 15 décembre 1989 fixant la valeur CAF barème représentative de la valeur en douane des butanes et propane commerciaux de numéro de nomenclature douanière 27.11.12.00 et 27.11.13.00 importés en vrac dans le territoire ;

Vu l'arrêté n° 447 CM du 23 avril 1990 fixant le cadre général des prix de vente du gaz butane de numéro de nomenclature douanière 27.11.13.90 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré en sa séance du 18 avril 1990,

Arrête :

Article 1er.— La valeur CAF barème représentative de la valeur en douane du gaz butane de nomenclature douanière 27.11.13.90 est fixée à 48,070 F CFP le kilo.

Art. 2.— L'arrêté n° 1398 CM du 15 décembre 1989 est abrogé.

Art. 3.— Le ministre de la mer, de l'équipement et de l'énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable à compter du 1er mai 1990 et qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 avril 1990.
Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre de la mer, de l'équipement
et de l'énergie.*

Boris LEONTIEFF.

ARRETE n° 450 CM du 23 avril 1990 fixant le montant de stabilisation applicable au gaz butane de numéro de nomenclature douanière 27.11.13.90.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement du territoire ;

Vu la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 relative au contrôle et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire ;

Vu la délibération n° 90-47 AT du 10 avril 1990 portant création d'un Fonds de régulation des prix des hydrocarbures ;

Vu l'arrêté n° 447 CM du 23 avril 1990 fixant le cadre général des prix de vente du gaz butane de numéro de nomenclature douanière 27.11.13.90 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré en sa séance du 18 avril 1990,

Arrête :

Article 1er.— Le montant de stabilisation, défini par la délibération n° 90-47 AT du 10 avril 1990 portant création d'un Fonds de régulation des prix des hydrocarbures, applicable au gaz butane de numéro de nomenclature douanière 27.11.13.90 est fixé à 8,611 F CFP/kg.

Art. 2.— Le ministre de la mer, de l'équipement et de l'énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable à

compter du 1er mai 1990 et qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 avril 1990.
Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre de la mer, de l'équipement
et de l'énergie,*

Boris LEONTIEFF.

ARRETE n° 451 CM du 23 avril 1990 fixant les prix maximaux de vente du gaz butane dans le territoire.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement du territoire ;

Vu la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 relative au contrôle et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire ;

Vu l'arrêté n° 956 CM du 24 août 1989 fixant le montant de la rémunération des prestations locales des sociétés important, stockant, conditionnant et distribuant le gaz butane importé en vrac dans le territoire ;

Vu l'arrêté n° 1399 CM du 15 décembre 1989 fixant les prix maximaux de vente du gaz butane dans le territoire ;

Vu l'arrêté n° 447 CM du 23 avril 1990 fixant le cadre général des prix de vente du gaz butane de numéro de nomenclature douanière 27.11.13.90 ;

Vu l'arrêté n° 448 CM du 23 avril 1990 relatif au soutien des prix du gaz butane consommé dans les îles du territoire autres que Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 449 CM du 23 avril 1990 fixant la valeur CAF barème représentative de la valeur en douane du gaz butane de numéro de nomenclature douanière 27.11.13.90 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré en sa séance du 18 avril 1990,

Arrête :

Article 1er.— Sur tout le territoire de la Polynésie française, les prix de vente du gaz butane de numéro de nomenclature douanière 27.11.13.90 s'établissent dans les conditions définies par le présent arrêté.

Art. 2.— Les prix de vente maximaux des entreprises distributrices de gaz butane aux revendeurs sont fixés comme suit :

— Prix au kilo	:	145,75 F CFP
— Bouteille de 13 kilos	:	1.895 F CFP
— Bouteille de 50 kilos	:	7.287 F CFP

Art. 3.— Les prix de vente publics maximaux du gaz butane sont fixés comme suit :

— Prix au kilo	:	157 F CFP
— Bouteille de 13 kilos	:	2.041 F CFP
— Bouteille de 50 kilos	:	7.850 F CFP

Art. 4.— L'achat d'une bouteille pleine donne droit à la reprise d'une bouteille vide complète sans qu'aucun supplément de prix ne puisse être perçu par le vendeur. Les bouteilles de 13 kilos de gaz sont consignées au prix de 3.000 F CFP, celles de 50 kilos à 8.000 F CFP sans majoration possible.

Art. 5.— Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont poursuivies, réprimées et sanctionnées conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978.

Art. 6.— L'arrêté n° 1399 CM du 15 décembre 1989 est abrogé.

Art. 7.— Le ministre de la mer, de l'équipement et de l'énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable à compter du 1er mai 1990 et qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 avril 1990.
Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :
*Le ministre de la mer, de l'équipement
et de l'énergie,*
Boris LEONTIEFF.